

« Evoluer, oui. Les nouveaux patrons de la Province réclament la clarté sur les intentions de la Région wallonne Disparaître..., **Non !** »

Les deux personnalités fortes qui vont diriger la Province de Liège pour les six prochaines années sont Luc Gillard (PS) et Katty Firquet (MR). Et ce jeudi après-midi, elles vont présenter ensemble leur feuille de route au conseil provincial. Mais avant, elles font le point sur l'avenir de leur institution, leur « entreprise publique » comme ils l'appellent désormais.

⇒ La Région wallonne a adopté un premier texte visant à enlever de nombreuses compétences aux Provinces wallonnes. Qu'en pensez-vous ?

– Luc Gillard : On n'est pas d'accord mais on veut rester positif. La Province doit expliquer sa pertinence, améliorer son efficacité mais pas disparaître. Nous remplissons énormément de missions au service du citoyen, mais trop souvent « à bas bruit ». Et on pallie régulièrement les services que la Région ne sait pas faire. Un simple exemple : le déneigement des routes. Sans la Province, les communes ne

disposeraient pas d'un stock de sel à bas prix.

– Katty Firquet : On n'est pas d'accord parce qu'il n'y a eu aucune analyse fine des compétences dans ce projet. La Région n'est pas cohérente dans ce qu'elle reprend et ce qu'elle nous laisse. Un exemple aussi : la Région veut s'occuper de la prévention de la santé. Elle veut réaliser des campagnes de masse, alors que nous, on l'a toujours fait par des contacts avec les personnes concernées.

⇒ Elle ne s'en cache pas, à terme, le but de la Région est de faire disparaître les Provinces. Vous êtes d'accord avec ça ?

– K.F. : La réponse est non !
– L.G. : Pour les supprimer, il faudra l'aval des 2/3 du Parlement et de la moitié dans chaque groupe linguistique. Et les Flamands ne parlent pas du tout de cela.

⇒ Mais l'objectif est tout de même que la Province coûte moins chère aux citoyens et soit plus efficace, non ?

– K.F. : Il faut d'abord que la Région soit claire sur ses

intentions et ne pas nous prendre tout le temps par petits morceaux. Ensuite, on pourra vraiment travailler et assurer la complémentarité.

– L.G. : Que la Région nous donne une feuille de route. Mais que l'argent des provinces ne serve pas de simple variable d'équilibrage des finances communales, car ce sera un peu court...

⇒ Quelles sont les compétences que vous voulez absolument conserver ?

– L.G. : L'enseignement évidem-

ment. La Communauté Wallonie-Bruxelles paie les professeurs mais elle n'a pas d'argent pour payer et entretenir les bâtiments. La formation aussi : qui s'occupe mieux que nous de la formation des services des policiers, des pompiers... ? La culture : quel fonctionnaire de Namur pourra faire la nuance et dialoguer avec les différents groupes folkloriques présents en province de Liège ?

K.F. : En fait, la Province doit garder toute compétence où elle apporte une plus-value. Et ça n'implique pas tout ou rien. Dans chaque compétence, il peut y avoir des nuances.

☞ **Les communes sont parfois jalouses de vos capacités financières et vous comparent souvent à un Saint-Nicolas auprès duquel elles doivent quémander ? C'est vrai ?**

— K.F. : C'est d'abord parce que nous avons une gestion saine de nos finances. Et ce n'est pas parce que la Région va reprendre nos compétences que les communes auront un euro de plus.

— L.G. : Ce seront les communes les dindons de la farce. On va d'ailleurs leur expliquer que si elles ne veulent plus du Saint-Nicolas de la Province, elles hériteront du Père Fouettard de la Région.

☞ **Tout le monde doit faire des économies. Et pourquoi pas la Province ?**

— L.G. : La Province de Liège coûte 174€ par an et par habitant. Mais on doit pouvoir faire mieux avec la même somme.

— K.F. : Le poste paiement du personnel est passé de 86 à 89 %. Il est vrai que c'est problématique. Nous n'allons dès lors plus remplacer systématiquement les départs à la pension. ●

LUC GOCHÉL

L'après-scandale

Nethys ? « Publifin y sera minoritaire »

☞ **La Province de Liège est au cœur de la tempête depuis deux ans pour sa gestion de l'intercommunale Publifin. Qu'allez-vous faire pour vous en sortir ?**

— K.F. : La situation actuelle est liée à l'amalgame qui a été fait entre la gestion de la Province et celle de Publifin. Or, ce n'est pas du tout la même gestion. Les personnes à l'origine des problèmes ne sont plus là et la Province n'a désormais plus la prépondérance au sein de Publifin.

— L.G. : Ce qui a amené le scandale est aujourd'hui corrigé. Les membres des comités de secteur ont remboursé. Il faut maintenant que cesse l'acharnement. L'important aujourd'hui, c'est le maintien du centre de décision et des emplois en province de Liège. Car on l'a vu, avec la sidérurgie par exemple, les emplois ne restent pas longtemps quand le pouvoir de décision quitte sa région.

☞ **Male comment va évoluer sa filiale Nethys ?**

— K.F. : On le sait, les gens attendent juste aujourd'hui la tête de Stéphane Moreau et puis ils n'en parleront plus. Au MR, on sait que réorganiser un tel secteur prend du temps et on a fait le choix de parler du management après. Ce qui est bien plus logique.

— L.G. : Publifin s'appelle désormais Enodia. Ce n'est pas un simple changement de nom. On tourne vraiment la page. On ne peut plus négocier à un haut niveau dans le secteur privé avec le degré de transparence attendu par une structure publique. À l'avenir, Enodia va donc se muer en un holding qui détiendra des parts minoritaires (NDLR : dans VOG par exemple). L'important désormais est de trouver le bon moment et le bon partenaire pour maintenir notre influence sur le maintien de l'emploi en province de Liège. ●

L.G.